

Rapport de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE)

Tous les moyens de **Bpifrance** et ses activités exercées par l'intermédiaire de ses filiales sont au service du développement et de la croissance des entreprises, en cohérence avec ses priorités de responsabilité économique, sociale et environnementale, définies dans sa charte : développement de l'emploi, qualité de la gouvernance et du management, promotion de l'entrepreneuriat féminin, transition écologique et énergétique.

Bpifrance Financement s'inscrit pleinement dans ce cadre, tant en ce qui concerne sa gouvernance et son fonctionnement interne que dans l'exercice de ses métiers de financement et d'accompagnement de l'innovation et des entrepreneurs.

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale par Bpifrance Financement¹ au 31 décembre 2015.

Une gouvernance responsable

Le Conseil d'administration de Bpifrance Financement s'est réuni à six reprises en 2015.

Les administrateurs, pour moitié représentants de l'Etat et de la Caisse des dépôts, principaux actionnaires majoritaires indirects, et pour moitié personnalités qualifiées et représentants des salariés, exercent leurs fonctions dans le cadre du règlement intérieur et de la charte d'administrateur qui en constitue partie intégrante. *Dix censeurs d'origines et compétences diverses assistent les administrateurs dans leurs travaux, et contribuent à l'enrichissement des débats.*

Le président du Conseil d'administration rend compte, dans le rapport d'activité de la société, des conditions de préparation des travaux du Conseil et de la composition des comités placés sous sa responsabilité : le Comité d'audit et des risques, le Comité des Nominations et des Rémunérations, et les Comités « métiers » Financement-Garantie et Innovation.

Les organes de gouvernance des filiales sont convoqués régulièrement, pour délibérer et statuer sur l'ordre du jour communiqué à leurs membres, représentatifs des principaux actionnaires, dont quatre représentants de régions et un représentant de l'ARF pour Bpifrance Régions.

Le dialogue avec les parties prenantes (clients, partenaires, régions d'implantation de **Bpifrance** et des entreprises, organisations représentatives des entreprises, des salariés et de la société civile) s'exerce prioritairement au sein du Comité National et des Comités Régionaux d'Orientation², qui représentent toutes les parties prenantes du groupe Bpifrance.

Bpifrance Financement, agréé comme établissement de crédit, est assujéti à l'ensemble des dispositions du Code monétaire et financier ainsi que de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque.

Le dispositif de contrôle interne et de maîtrise des risques recouvre, d'une part, le dispositif de contrôle permanent qui est de la responsabilité des dirigeants, du management, de la Direction Conformité et Contrôle Permanent et des Contrôleurs Permanents au sein des directions opérationnelles, et, d'autre part, le dispositif de contrôle périodique, assuré par l'Inspection Générale - Audit (IGA) de **Bpifrance**.

Les collaborateurs, qui exercent leur activité au sein du groupe Bpifrance Financement - dénommé ci-après par convention Bpifrance Financement -, sont fortement sensibilisés aux risques par :

- la charte de déontologie, qui rappelle et définit les règles applicables en matière de confidentialité et secret professionnel, d'intégrité, de loyauté et professionnalisme, et de conflits d'intérêts ; chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance de ses dispositions et à s'engager à exercer ses activités en s'y conformant strictement ;
- la formation à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, réalisée en e-learning par 485 collaborateurs (dont 43 stagiaires école et intérimaires) en 2015, a été

¹ Cf. Annexe comptable du rapport annuel note 4 Périmètre de consolidation

² Prévus par l'article 6 de la loi 2012-1559 relative à la création de Bpifrance

complétée par 26 interventions en Région, suivies par 983 collaborateurs, du pôle LCB FT de la Direction du Contrôle ;

- les interventions des directions du Contrôle Interne dans des sessions de formation ;
- un dispositif de délégations de décision structuré, par filières et niveau de risques et des outils d'aide à la décision.

La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans l'exercice de ses métiers

Bpifrance Financement et ses équipes se sont mobilisés, au siège comme en régions, dans le réseau, pour mieux encore soutenir et accompagner les entreprises dans leurs besoins et leur croissance, en France comme à l'international, pour développer l'emploi, soutenir la transition écologique et énergétique, promouvoir la qualité de la gouvernance et du management et l'entrepreneuriat féminin, en s'appuyant sur ses valeurs : proximité, simplicité, volonté, optimisme.

Déployé en France et outre mer, sur 42 implantations, Bpifrance Financement est au contact des entreprises et de leur écosystème, et le dispositif structuré de délégations des pouvoirs de décisions permet que près de 90% de celles-ci soient prises en régions, où la mise en place et le suivi des opérations de crédit et d'innovation est également réalisée.

La démarche d'amélioration continue engagée en 2014 s'est poursuivie tout au long de l'année 2015, avec les équipes concernées, dans l'objectif de simplifier les processus et d'assurer leur fluidité au plus grand bénéfice des entreprises et des collaborateurs. De même, la poursuite de l'effort de dématérialisation des documents et le lancement d'un vaste projet de digitalisation de Bpifrance s'inscrivent dans cette volonté permanente de simplification des processus.

Cette proximité des équipes et la simplification des échanges accompagnent l'évolution continue de l'offre de financement, qui vise à servir, générer et accroître l'accompagnement des besoins des entreprises, dans un continuum à tous les stades de leur existence.

Focus Transition Ecologique et Energétique :

2015 a conforté le positionnement de Bpifrance comme « banque de la TEE »³, en pointe de la lutte contre le changement climatique.

Le soutien à la TEE, mission-clé au cœur du mandat de Bpifrance, est plus que jamais un impératif d'action publique, qui est un enjeu global de compétitivité et de soutenabilité de l'économie.

La 21ème Conférence sur le Climat qui s'est tenue en décembre à Paris a constitué un moment fort tant pour les entreprises que pour le secteur de la finance. Bpifrance a notamment organisé, dans le cadre de l'exposition publique « Solutions COP21 », qui se tenait au Grand Palais, une table ronde qui donnait la parole à une start-up et à une grande entreprise pour présenter leurs démarches d'innovations pour le climat et la façon dont elles les financent.

Focus ESS :

Bpifrance intervient en complémentarité de l'action de la Caisse des Dépôts et Consignations pour soutenir activement l'Economie Sociale et Solidaire (ESS). Il propose un continuum de financement aussi bien pour stimuler l'innovation que pour donner aux entreprises de l'ESS les moyens financiers pour croître. Ses interventions à destination de l'ESS se déclinent selon deux principales dimensions :

- les outils généralistes, les entreprises de l'ESS ayant accès à l'ensemble de la gamme des financements classiques de Bpifrance (financement de l'innovation, prêts et garantie), qui a connu une forte croissance en doublant depuis 4 ans pour atteindre près de 280 M€ en 2015.

³ En prêts, Bpifrance a maintenu un niveau élevé d'activité avec 970 M€ engagés en 2015 ; les aides à l'innovation aux entreprises des filières de la TEE ont représenté près de 90 M€ en 2015, dont 13 M€ sous forme de prêts à taux zéro innovation (PTZI)

Bpifrance a par ailleurs nommé des référents ESS dans chaque Direction Régionale afin de diffuser au plus près des territoires ses outils de financement.

- les actions spécifiques à destinations des entreprises de l'ESS, dont la plupart ont quant à elles été déployées en 2015, assurant un continuum de financement pour l'ESS dans le cadre de la mission qui a été confiée à Bpifrance dans sa loi de 2013 de création: le Fonds d'Innovation Sociale (FISO) lancé en 2015 et expérimenté dans 9 « anciennes » régions pilotes propose des avances récupérables et des prêts à taux zéro pour financer l'innovation sociale, la garantie de prêts bancaires à destination du monde associatif, les Prêts Economie Sociale et Solidaire - PESS - et Prêt Entreprises et Quartiers – PEQ : lancés mi-2015, pour accompagner les entreprises dans leur développement : 49 prêts ont été accordés pour 1,8 M€ sur le deuxième semestre 2015.

Bpifrance Financement joue ainsi pleinement son rôle dans les objectifs de financement d'une croissance durable des entreprises, en intervenant massivement sur les failles de marché (les montants des prêts sans sûretés, dédiés au financement de l'immatériel et des besoins en fonds de roulement, en complémentarité de l'offre bancaire, ont crû de 15%, ceux des aides et prêts à l'innovation de 20%), et, parallèlement, en co-finançant les investissements à long et moyen terme, en cohérence avec la place financière, et en soutenant fortement la trésorerie des entreprises (le préfinancement du CICE⁴ est passé de 2,35 millions d'euros à 3,3).

87 000 entreprises ont ainsi bénéficié d'une intervention de Bpifrance en 2015, pour un montant de risque pris de près de 22 millions d'euros, en augmentation de 10%.

L'accompagnement non financier des entrepreneurs constitue le second volet de la responsabilité sociétale de Bpifrance dans sa dimension économique⁵.

Construite en appui des initiatives portées par d'autres acteurs publics ou par les collectivités territoriales, cette offre s'adresse principalement aux entreprises qu'il finance et vise à leur permettre d'identifier leurs leviers de croissance, organique comme externe, et d'amélioration stratégique ou opérationnelle, d'accéder à des services sur-mesure, de partager leurs savoirs ou bien encore d'accéder à des formations thématiques par la constitution de programmes sélectifs.

Constitué autour d'une offre double, de diagnostics stratégique et opérationnel d'une part, et d'appui en fusion acquisition d'autre part, le pôle Conseil de Bpifrance a réalisé 207 missions en 2015, réparties sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, Bpifrance Excellence réunit en communauté le premier cercle des clients de Bpifrance. Celle-ci était constituée, à fin 2015, de 3.000 entreprises choisies par les chargés d'affaires en région, dont 1.200 entreprises accueillies au cours de l'année. Tout au long de l'année, les Rencontres Bpifrance ont permis aux chefs d'entreprise de la communauté Bpifrance Excellence de se rencontrer et d'échanger, notamment lors des 26 événements régionaux mais aussi au sein d'événements thématiques organisés par l'équipe Bpifrance Excellence ou directement par les membres de la communauté au sein du Business Lounge.

Bpifrance Excellence a également intensifié son partenariat avec Bpifrance Université permettant à nos membres de bénéficier de formations de haut niveau au sein de structures telles que HEC, Kedge, EM Lyon. En 2015, ce sont ainsi 23 sessions de formation et 345 membres qui ont bénéficié de ce dispositif.

Les formations réunies sous le label Bpifrance Université en 2014 permettent aux entrepreneurs de travailler et d'échanger entre pairs sur les principaux enjeux de croissance de leurs entreprises. En 2015, 410 entreprises ont participé aux 31 formations dispensées par Bpifrance Université.

Bpifrance organise aussi des ateliers thématiques, animés par des experts, au sein de ses locaux afin de répondre, notamment, aux besoins exprimés au sein de la communauté Bpifrance Excellence et

⁴ Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

⁵ Les données quantitatives de ce paragraphe concernent Bpifrance et les entreprises, sans segmentation par métiers Financement ou Investissement

aux demandes spécifiques des équipes opérationnelles du groupe et de favoriser le partage d'expérience et les échanges entre pairs. En collaboration avec la Direction de l'Innovation et quelques directions régionales pilotes, un dispositif de coaching au pitch des entreprises innovantes, « Pitch & Win », a été mis en place.

2015 a aussi été l'année du lancement de deux nouvelles activités, une plateforme de E-learning (www.bpifrance-universite.fr), accessible à toutes les entreprises, et l'Accélérateur PME. 60 PME ont participé à ce programme d'accompagnement sur 24 mois, dont l'objectif est d'accélérer leur croissance.

Quant à Bpifrance Université E-learning, il s'agit d'une plateforme de formation en ligne dédiée aux dirigeants d'entreprise. Elle met gratuitement à disposition des vidéos courtes, interactives et consultables en continu depuis un ordinateur comme un smartphone. Les thèmes traités concernent la gestion et le développement de l'entreprise et sont renforcés au fil de l'eau.

Lancé courant 2015, cette plateforme E-learning totalise d'ores et déjà 62 vidéos en ligne, 7.400 inscrits pour 900 heures de formation.

Bpifrance Financement entend jouer son rôle en matière de sensibilisation des entreprises aux opportunités offertes par l'identification et la prise en compte des enjeux de responsabilité sociétale. Le déploiement, en décembre 2014, d'un dispositif d'évaluation obligatoire de la RSE⁶ dans les dossiers de financement et d'accompagnement de l'innovation, au-delà de certains seuils, élaboré de manière collaborative avec les opérationnels du réseau, s'inscrit dans cette stratégie et constitue une démarche innovante propre à Bpifrance Financement. Une offre de formation des collaborateurs du réseau est en cours de finalisation, pour déploiement au 1^{er} trimestre 2016.

Cette analyse ESG⁷ complète l'attention portée par Bpifrance Financement au respect de la législation en vigueur, dans le cadre de ses financements, afin de s'assurer, notamment de la prise en compte des enjeux de santé et de sécurité des consommateurs et d'identifier, le cas échéant, les risques éventuels du portefeuille nécessitant la prise de mesures d'adaptation au changement climatique du fait des activités. A ce jour, aucune mesure spécifique n'a été prise dans les processus métiers de Bpifrance Financement. Aucune provision n'a été constituée au titre d'un risque indirect en matière d'environnement.

Enfin, le Groupe Bpifrance est partenaire officiel de la Fédération des femmes administrateurs, et participe activement aux manifestations qui promeuvent et oeuvrent pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, telles que le prix de l'entrepreneuriat féminin de la CGPME.

Acteur significatif de l'accompagnement et du financement des entreprises dans la transition écologique et énergétique tant en direct que par son soutien à des fonds dédiés, Bpifrance a signé la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, et s'est mobilisé tout au long de l'année 2015 pour promouvoir la lutte contre le changement climatique dans le cadre de la Conférence de Paris en fin d'année.

Cette implication, l'organisation et le modèle économique de Bpifrance Financement ont un impact positif sur les effectifs, la croissance du chiffre d'affaires et la pérennité des entreprises soutenues, ce qui contribue au renforcement économique des territoires et à la cohésion sociale⁸.

Les résultats de l'enquête menée en 2015 par l'institut CSA, de façon anonyme, auprès de plus d'un millier de clients et partenaires (entreprises financées et investies, banques, fonds d'investissement, Régions) afin de suivre les attentes des clients et d'élaborer des plans d'actions pour mieux les satisfaire, confortent les orientations stratégiques volontaristes de Bpifrance.

La responsabilité sociétale de Bpifrance Financement dans ses pratiques environnementales

⁶ Responsabilité Sociétale d'Entreprise

⁷ Environnement, Social, Gouvernance

⁸ Etude 2015 d'évaluation des actions de Bpifrance

La Direction des Moyens Généraux assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, de la consommation de papier et des déplacements des collaborateurs, à l'ensemble des composantes du Groupe, et de mettre en place des mesures de réduction des impacts destinées à lutter contre le changement climatique.

Bpifrance mène une politique d'achats responsables (papier éco labellisé, copieurs économes en énergie, flotte de véhicules émetteurs de moins de 150g de CO₂), et vise à l'amélioration continue de son empreinte environnementale, afin de limiter au maximum ses rejets dans l'air, l'eau et le sol⁹.

Les impacts directs de ses activités sont sans incidence constatée en matière de nuisances sonores, de pollution ou érosion des sols ou de biodiversité. Aucune provision ou garantie pour risques en matière d'environnement n'a été constituée en 2015.

La procédure des achats invite les collaborateurs concernés à acheter « responsable » en privilégiant les produits éco conçus, en interrogeant les fournisseurs sur leurs politiques RSE, et en veillant à la transparence des pratiques, sans que pour autant les contrats passés avec les fournisseurs excèdent les dispositions réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, ainsi que de protection de l'environnement. Le recours à la sous-traitance est marginal eu égard à la nature et la localisation des activités, et n'a suscité aucune action spécifique en faveur des droits de l'homme.

L'immeuble « Le Vaisseau », qui abrite le siège social à Maisons Alfort (94), certifié «HQE bâtiment tertiaire en exploitation » en 2014, fait l'objet de travaux d'amélioration continue, destinés notamment à améliorer sa performance énergétique : le remplacement des réglettes d'éclairage par des modèles plus économes a été terminé, dans les parkings notamment, et le remplacement des cloisons de séparation des bureaux sur les couloirs par des cloisons vitrées a été engagé.

Les surfaces créées ou sites déménagés ou créés sont systématiquement équipés d'éclairages basse consommation et à détecteur de présence, et des matériaux acoustiques performants sont utilisés pour les barrières phoniques entre bureaux, les interventions au cas par cas étant réalisées dans la volonté de meilleures performances (climatisation du site de Paris par exemple).

Les actions de sensibilisation des collaborateurs se sont par ailleurs poursuivies dans le courant de l'année, avec notamment, le passage en recto verso du parc de copieurs des implantations en région et la poursuite et l'élargissement de la politique de dématérialisation des relations contractuelles avec les clients.

Les ressources humaines chez Bpifrance Financement

2015 est la première année complète suivant celle de la construction du groupe Bpifrance, et a fait l'objet du renforcement du socle social et du rapprochement entre les entités du groupe. L'instauration de négociations au niveau du Groupe, comme pour un accord cadre visant la Qualité de Vie au Travail constitue un exemple d'éléments qui sont venus consolider la construction sociale du Groupe.

L'année 2015 a également été marquée par un effort considérable de renforcement des équipes pour accompagner la forte croissance de l'entreprise sur l'ensemble de ses métiers. Cette politique de recrutement a permis d'attirer les talents et les compétences à la hauteur des besoins du réseau et des fonctions du siège, sur l'ensemble des métiers.

Plus spécifiquement, à fin 2015, Bpifrance Financement compte ainsi 1956 collaborateurs en activité (CDI) représentant 1859 équivalents temps plein, soit une hausse de près de 5 %¹⁰ par rapport à 2014. Cet effectif est constitué à 82% de cadres avec près de 60% des collaborateurs dans le réseau et supports métier, permettant à Bpifrance de poursuivre l'objectif d'être un partenaire de proximité et un

⁹ Mesures détaillées dans le présent paragraphe

¹⁰ 4,88%

acteur intégré dans le tissu économique local avec ses 41 implantations réparties sur le territoire national¹¹ et un bureau à Bruxelles.

Bpifrance Financement s'inscrit dans le parfait respect de la réglementation française du droit du travail et des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ; aucune action spécifique n'a été engagée concernant les droits de l'homme.

Quelques éléments et chiffres-clés retracent la politique de ressources humaines de Bpifrance Financement en 2015 :

- Un niveau de recrutement historique encore plus important qu'en 2014, avec 280 recrutements en CDI, dont plus du tiers âgés de moins de 25 ans à leur date d'embauche. Par ailleurs, Bpifrance Financement a continué à accentuer son effort dans l'accompagnement et la montée en compétences des jeunes en formation par l'intermédiaire de sa politique Ecoles et Université, en accueillant de nombreux étudiants¹² dans le cadre de contrats d'alternance et de stages de fin d'études.
- Un effort accru d'intégration des nouveaux arrivants via les stages nouveaux arrivants chez Bpifrance Financement.
- Un âge moyen des collaborateurs en-dessous de 43 ans, qui transforme la pyramide des âges et grâce à une politique active auprès des écoles et des universités, permettant d'identifier et d'intégrer les jeunes talents de demain.
- Un taux de turn-over qui progresse mais qui demeure encore faible, à 1,5%, illustrant à nouveau le niveau d'engagement et de fidélisation des collaborateurs de l'entreprise. Néanmoins, une attention particulière est à porter sur les jeunes talents de 4/5 ans d'ancienneté.
- Une politique RH qui continue de mettre la diversité et l'égalité professionnelle des femmes et des hommes au centre de sa stratégie, dans le cadre de plans d'actions adaptés.
- Une politique de formation toujours soutenue, à laquelle Bpifrance Financement consacre près de 5 % de sa masse salariale. Environ 40.000 heures de formation ont été dispensées et, cette année encore, Près de 90% des collaborateurs ont suivi au moins une formation dans l'année.

ANNEXES

- **Note méthodologique**

Le périmètre couvert par le présent rapport de responsabilité sociétale est celui des filiales consolidées comptablement en intégration globale¹³ par Bpifrance Financement au 31 décembre 2015.

Les moyens techniques et humains nécessaires au fonctionnement et à l'exercice des activités des filiales concernées sont mis à leur disposition par Bpifrance Financement ; elles ne disposent donc ni de personnel, ni de locaux, ni de matériels ; il convient de noter que Bpifrance Régions est la seule structure sociale exerçant une activité. Enfin, il est précisé que le siège social est propriété d'AUXI Finance, la SCI « OSEO » détenant quant à elle certaines des implantations régionales du Groupe Bpifrance.

- **Indicateurs environnementaux**

¹¹ Dont l'une à La Réunion et une à La Guadeloupe

¹² 200 au total dans l'année pour Bpifrance

¹³ Cf. Annexe comptable du rapport annuel note 4 Périmètre de consolidation

CONSOMMATIONS D'ENERGIE ET EMISSIONS DE CO₂

Les consommations d'énergie et émissions de CO₂ sont suivies depuis 2014 sur l'ensemble des sites dans lesquels Bpifrance exerce son activité, à l'exception des bureaux de La Réunion, de La Guadeloupe et de Bruxelles.

Les données ci-après appellent quelques précisions et commentaires :

- Les données de consommations en kWh 2014 ont été corrigées d'une erreur de saisie portant sur un peu moins de 200 000 kWh.
- Les données de consommation ne prennent pas en compte une consommation de gaz, sur une période de deux mois et un site, non plus que deux factures d'électricité sur deux sites, données non reçues du fournisseur mais dont l'impact au regard du volume global est marginale¹⁴.
- Les facteurs d'émission ont été modifiés pour appliquer ceux de la Base Bilan Carbone ; cette modification a été par cohérence appliquée à l'année 2014

Les évolutions de consommations et d'émissions de CO₂ sur le siège social trouvent leur explication dans l'augmentation significative des surfaces occupées, passée d'environ 20000m² à 26000, soit plus 30%.

Ramenée au m² occupé, la consommation d'énergie sur ce bâtiment HQE Tertiaire en exploitation est en diminution de 12,9%

CONSOMMATIONS D'ENERGIE liées aux implantations immobilières (kWh)			
	2015	2014	Evolution
Consommation facturée d'énergie siège social (Le Vaisseau) ¹⁵	4 682 981	4 139 754	+13,1%
<i>Ramenée au m² occupé</i>	<i>179</i>	<i>205</i>	<i>-12,9%</i>
Consommation facturée d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS	2 431 741	3 843 441	-36,7%
Consommation facturée d'énergie totale	7 114 722	7 983 794	-19,7%
Ramenée au m ²	104	129	-19,7%

EMISSION DE CO ₂ des implantations immobilières			
	2015	2014	Evolution
<i>Emissions de kg_{éq} CO₂ liées à la consommation d'énergie facturée du siège social</i>	<i>345 413</i>	<i>313 977</i>	<i>+13,1%</i>
<i>Emissions de kg_{éq} CO₂ liées à la consommation d'énergie AUTRES IMPLANTATIONS</i>	<i>188 693</i>	<i>299 203</i>	<i>-36,7%</i>
Emissions totales de kg _{éq} CO ₂ liées à la consommation d'énergie	534 106	613 179	-19,7%
Ramenées au m ²	8	10	-19,7%

¹⁴Il s'agit des sites d'Amiens pour le gaz, et de Valence et de bureaux loués à Maisons Alfort pour l'électricité,

¹⁵Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCI), auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul

Emissions de CO ₂ des déplacements professionnels (en kg) Bpifrance Financement ¹⁶			
	2015	2014	Evolution
TRAIN	17 500	17 463	+0,2%
AERIEN	527 100	430 351	+ 22,5%
<i>Dont vols nationaux</i>	239 721	186 274	+ 28,7%
<i>Dont autres vols</i>	287 379	244 077	+ 17,7%
FLOTTE DE VEHICULES	1 364 216	1 331 180	+ 2,5%
TAXIS/Véhicules de location	4 258	5 810	-26,7%
TOTAL	1 913 074	1 784 804	+ 7,2%

Les émissions de CO₂ résultant des déplacements professionnels augmentent globalement de plus de 7%, de façons dissociées selon les modes de transport utilisés ; l'augmentation la plus forte porte sur le transport aérien, et résulte d'une part, de la convention qui a réuni l'ensemble du réseau des chargés d'affaires, et d'autre part, de l'accroissement de l'activité à l'international, en accompagnement des entrepreneurs mais également en missions d'ingénierie.

CONSOMMATIONS D'EAU

Le périmètre mesuré est toujours limité à la consommation d'eau du siège social à Maisons Alfort, les modalités de facturation constatées sur les autres sites ne permettant pas de disposer des données. Le volume global est affecté d'un coefficient correspondant à la surface occupée par Bpifrance Financement.

EAU LE VAISSEAU			
	2015	2014	Evolution
Consommation relevée en m ³	11 726	8 782	+ 25%
Surface occupée	26 170	20 150	+ 30%
Consommation en m ³ par m ²	0,42	0,42	- 4%

La consommation d'eau relevée, ramenée au m² occupé par Bpifrance Financement, est en diminution de 6% en m³, résultat, sur cet exercice, des mesures déployées progressivement sur tout l'immeuble en 2013 et 2014.

DECHETS

Le périmètre mesuré est toujours limité aux déchets du siège social à Maisons Alfort. Le volume global est affecté d'un coefficient correspondant à la surface occupée par Bpifrance Financement.

Une étude des modalités de tri et de suivi sur les autres sites, en fonction des modalités de leur utilisation et de l'organisation des locaux, sera réalisée sur 2016, en vue de l'élargissement du périmètre.

Déchets			
Type de déchets (en tonnes)	2015	2014	Evolution
Déchets d'activité	149,56	166,93	-10,4%
Déchets de maintenance	0	0	NA
Déchets travaux	0	12,79	NA
TOTAL	149,56	179,72	-10,4%

% de valorisation des déchets LE VAISSEAU

¹⁶ Hors utilisation de véhicules personnels, de location, ou taxis hors abonnements, hors déplacements par train hors SNCF, et hors déplacements effectués à l'étranger non réservés par les moyens généraux.

	2015	2014
Matière	50	50
Energétique	50	50

PAPIER

La consommation de papier de copie et de reproduction est mesurée sur le périmètre total de Bpifrance Financement, à l'exception des bureaux de La Réunion, La Guadeloupe et Bruxelles.

Consommation de papier (tonnes) Bpifrance Financement			
	2015	2014	Evolution
Papier de copie et reproduction	122,7	124,5	-1,4 %
Autres (hors enveloppes et papeterie)	1,8	2,4	-24,6 %
TOTAL	124,8	126,9	-1,8 %

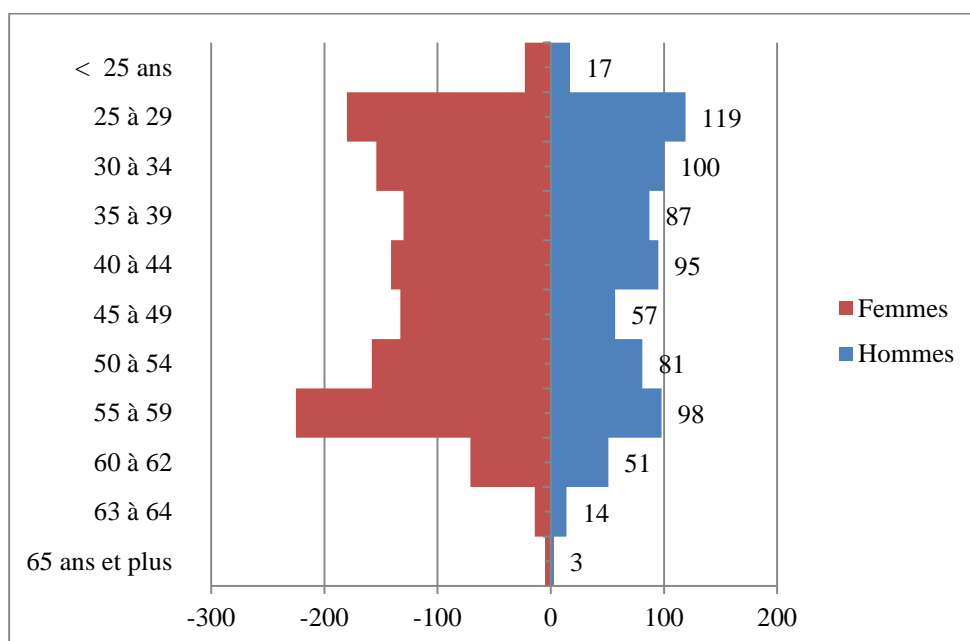
La consommation de papier de copie et de reproduction, mesurée sur le périmètre Bpifrance Financement global –hors DOM- diminue de moins de 2%, malgré les mesures prises (paramétrage des copieurs en recto verso par défaut, sensibilisation du personnel à l'utilisation du papier, élargissement du périmètre de la dématérialisation des documents contractuels).

Cette faible variation s'explique notamment par les augmentations conjuguées de l'effectif et du volume de l'activité.

- Indicateurs sociaux

Evolution des effectifs au 31 décembre ¹⁷	2015	2014
Effectif total	1956	1865
Dont CDI *	1955	1853
*Dont ETP	1859	1751
Dont CDI détachés	0	9
Dont femmes	1234	1177
Dont hommes	722	688
Dont cadres	1601	1550
% de cadres	82%	83%
Dont non cadres	355	315

Pyramide des âges



Répartition Réseau / Siège			
2015		2014	
réseau	siège	réseau	siège
1136	820	1075	790
58%	42%	58%	42%

¹⁷ Nombre de CDI, CDD, dont détachés et congés sans solde, à temps plein ou partiel au 31/12/2014*, hors CFC (congés de fin de carrière) et stagiaires

Embauches en CDI			
2015		2014	
total	dont <= 25 ans	total	dont <= 25 ans
220	74	124	47

Renouvellement des CDI					
2015			2014		
Effectif CDI 2015	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI ¹⁸	Effectif CDI 2014	Nombre d'embauches en CDI	Taux de renouvellement des CDI
1956	220	11,9 %	1853	124	6,81 %

Départs hors détachés					
2015			2014		
Nombre	dont CDI	dont licenciements	Nombre	dont CDI	dont licenciements
123	120	14	99	89	9

Montant des rémunérations ¹⁹		
2015	2014	Evolution
104 124 630	98 540 441	5,67 %

Turn over ²⁰					
2015			2014		
Démissions CDI	Effectif CDI 2014	Turn over	Démissions CDI	Effectif CDI 2013	Turn over
28	1853	1,51%	18	1 820	0,99 %

Organisation du travail		
	2015	2014
Horaire hebdomadaire moyen annualisé	35h	35h
Horaire hebdomadaire théorique	37h30	37h30
Nombre de salariés à horaire variable	426	379
Nombre de salariés au forfait	1530	1 477
Total CDI - CDD ²¹	1956	1 856
Nombre de salariés à temps partiel ²²	448	483

¹⁸ Nombre d'embauches en CDI en N / Effectif en CDI au 31/12 en N-1

¹⁹ Masse salariale brute sociale de la DADS

²⁰ Nombre de démissions CDI année N / effectif CDI au 31/12/N-1 hors détachés

²¹ Hors détachés et alternants

²² CDI et CDD

Formation		
	2015	2014
Montant des dépenses	5 087 267	4 668 104
% de la masse salariale	4,89%	4,74 %
Nombre d'heures de formation	39 445	38 505
Nombre de stagiaires	1 569	1 636
% de l'effectif total ²³	78,75 %	86,03 %

Réunions des instances représentatives du personnel		
	2015	2014
Comité d'entreprise	13	12
Délégués du personnel	12	12
Organisations syndicales et délégués syndicaux	10	12
Comité d'hygiène et sécurité	7	10

²³ Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une formation, ramené à l'effectif moyen